



Conseil économique et social

Distr. générale
17 juillet 2011
Français
Original : anglais

Session de fond de 2011

Genève, 4-29 juillet 2011

Point 2 b) de l'ordre du jour

Débat de haut niveau: examen ministériel annuel

Déclaration soumise par l'Association internationale des présidents d'université, une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante qui est distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration*

Les établissements de l'enseignement supérieur doivent faire partie intégrante de la solution qui permettra d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), notamment les objectifs 2 et 3. Mais pour ce faire, ils doivent désormais participer à la société civile mondiale et non plus se comporter comme de simples observateurs sans prendre parti. Malheureusement, l'enseignement supérieur est trop souvent perçu comme un secteur à part. Déconnecté de l'enseignement primaire, il n'est pas fonctionnellement intégré aux organismes du système onusien et de la société civile qui s'efforcent de promouvoir les objectifs du Millénaire pour le développement. C'est la raison pour laquelle la grande expertise et la capacité institutionnelle de l'enseignement supérieur n'ont jamais été mises à profit.

L'objectif de l'Impact académique, une initiative onusienne lancée en 2010 par le Secrétaire général et organisée par le Département de l'information publique, vise à faire bouger les choses et à dynamiser l'enseignement supérieur. L'Impact académique est ouvert à l'ensemble des établissements de l'enseignement supérieur qui délivrent des diplômes ou leurs équivalents, ainsi qu'à tous les organismes dont les responsabilités essentielles sont en lien avec la conduite de recherches. À ce jour, des dizaines d'associations internationales de l'enseignement supérieur et plus de 600 universités à travers le monde ont adhéré à cette initiative.

Tous les établissements de l'enseignement supérieur qui y souscrivent s'engagent, par le biais d'activités directes et concrètes, à soutenir et mettre en œuvre ces dix principes de base :

1. Un attachement aux principes sous-jacents à la Charte des Nations Unies, que l'éducation s'applique à promouvoir et à soutenir dans leur réalisation;
2. Un attachement aux droits de l'homme, dont la liberté d'enquête, d'opinion et de parole;
3. S'engager dans l'éducation pour tous, indépendamment du genre, de la race, de la religion ou des origines ethniques;
4. Garantir la possibilité pour tout individu intéressé d'acquérir les compétences et les connaissances nécessaires à la poursuite d'études supérieures;
5. S'engager dans le renforcement des capacités du système d'enseignement supérieur à travers le monde;
6. Encourager le développement d'une citoyenneté mondiale, par le biais de l'éducation;
7. S'engager dans le processus de résolution de la paix et des conflits par le biais de l'éducation;
8. S'engager à fournir des réponses à la pauvreté par le biais de l'éducation;
9. S'engager à promouvoir la durabilité des actions par l'éducation;
10. Encourager à la promotion du dialogue et de la compréhension interculturels, et s'attacher au « désapprentissage » de l'intolérance, par l'éducation.

* La présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.

Les établissements de l'enseignement supérieur peuvent grandement contribuer à l'atteinte des objectifs 2 et 3. Ce ne sont pas les exemples qui manquent. Ils peuvent notamment s'engager dans des projets axés sur l'apprentissage par le service, l'assistance technique, l'assistance dans la levée de fonds, l'assistance à l'élaboration des cursus et la fourniture de programmes gratuits ou à prix réduits dans le domaine de la formation des professeurs et de l'administration scolaire.

Certaines universités organisent des projets de ce type de façon sporadique et sans aucune coordination si bien qu'il est difficile de suivre ou d'évaluer leur impact ou encore de partager leurs expériences, réussites et meilleures pratiques. Le Conseil économique et social devrait soutenir l'Impact académique en exhortant les établissements de l'enseignement supérieur à y adhérer et à cibler les objectifs 2 et 3. Il devrait également inciter les établissements de l'enseignement supérieur à ne plus rester en marge, mais à devenir des partenaires actifs dans la création d'une société civile mondiale plus forte et plus efficace.
